

Vie scientifique

« Gestion de l'eau et perception du risque en Méditerranée »

Compte rendu d'école thématique (Saint-Pierre-d'Oléron, 25-29 septembre 2007)

Élise Temple-Boyer

Géographe, UMR 7533 LADYSS, CNRS, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, bâtiment K, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre cedex, France

Cette école thématique était organisée à l'initiative du laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS, UMR 7533, CNRS). Elle s'inscrivait dans le cadre du projet CRIQUE¹ (Risques et inégalités face à la gestion durable de la ressource hydraulique en Méditerranée occidentale), qui mobilise diverses équipes de recherche dans six pays méditerranéens (Algérie, Maroc, Tunisie, Espagne, Portugal et France). Si de nombreux travaux ont déjà été effectués sur la question de la gestion hydraulique dans les pays de la Méditerranée, peu ont porté sur la perception du risque lié à la pratique de l'irrigation agricole, dans sa dimension sociale locale. C'est sur cette question que se penche le projet CRIQUE, qui a également pour autre objectif d'entreprendre une évaluation critique des expériences menées dans les pays méditerranéens en matière de gestion participative des ressources en eau et de leur rôle dans la minimisation ou l'aggravation des risques liés à l'irrigation.

Cette école a réuni une quarantaine de chercheurs, certains confirmés, d'autres plus jeunes, venus des rives nord et sud de la Méditerranée, autour d'une vingtaine de communications qui ont abordé la question dans une démarche interdisciplinaire. Le programme prévoyait, outre la présentation par pays des travaux réalisés dans le cadre du projet, quatre ateliers centrés sur les thèmes suivants : la ressource hydraulique vue sous l'angle de la production du risque, les perceptions du risque chez les acteurs usagers et gestionnaires de l'eau, les dispositifs de gestion de l'eau (approches participatives

et politiques publiques) et la démarche interdisciplinaire appliquée aux recherches sur les questions hydrauliques. Ce dernier thème, pourtant prometteur, n'a finalement pas été l'objet de discussions, mais l'interdisciplinarité n'était pas pour autant absente, surgissant au gré de ces journées à travers les postures et les travaux des chercheurs qui sont intervenus.

En introduction, Jean-Paul Billaud (sociologue, LADYSS) rappelle que la question de l'eau peut être envisagée sous l'angle du risque et sous celui de la dépendance réciproque entre les populations et leur environnement. En effet, la gestion de l'eau peut être considérée comme une gestion de risque, dans la mesure où les conventions qui en régissent les dispositifs ont pour finalité de réduire les aléas aussi bien naturels que techniques. La question de l'eau peut aussi être abordée sous l'angle de l'équité, les inégalités en matière d'accès à l'eau requérant des formes de gestion du risque très contrastées.

Le premier atelier comportait quatre communications. Dans les deux premières, deux paradoxes sont mis en évidence. Le premier l'est par Michel Drain (géographe, CNRS) à propos de l'Espagne. Il note que, malgré la grande diversité et le raffinement des techniques et des méthodes de lutte contre la sécheresse et malgré l'expérience ancienne du risque de pénurie qui existe dans ce pays, les politiques d'économie d'eau y ont échoué. Le deuxième est le fait bien connu, rappelé par Yamna Djellouli (géographe, Université du Maine), que les pays du Maghreb sont tout autant touchés par la rareté que par l'excès d'eau, signe de la forte inégalité spatiale de la répartition de la ressource. Les remèdes sont la solidarité nationale à travers les transferts interrégionaux et le recours aux eaux non conventionnelles (dessalement et

Auteur correspondant : elise.temple@gmail.com

¹ Ce projet a bénéficié du soutien financier du CNRS, de la Maison des sciences de l'homme (Paris) et de la Fédération de recherche CNRS Capitalisme(s) et Démocratie(s) (Paris X).

recyclage des eaux usées). On peut toutefois se demander si ces alternatives sont des solutions durables.

Deux points de vue sont venus compléter ce premier cadrage. Se situant sur le plan technique, Haithem Bahri (agronome, Institut national des recherches en génie rural, eaux, forêts [INRGREF], Tunis) souligne que l'irrigation peut aussi être un instrument d'une gestion optimale et durable de la ressource, à condition d'être bien maîtrisée. Cette maîtrise passe par l'évaluation des impacts de l'irrigation sur l'environnement, à travers une approche systémique qui permettrait de réduire les risques de sécheresse, sans pour autant épuiser totalement la ressource. De son côté, Leila Chikhaoui (juriste, Faculté des sciences juridiques, économiques et de gestion [FSEJG], Jendouba, Tunisie) réintroduit la dimension sociale, en rappelant qu'une gestion durable des risques liés aux usages de l'eau passe nécessairement par une réduction des inégalités de l'accès à l'eau et par une plus grande justice sociale. Ce premier atelier était ainsi centré sur des constats de vulnérabilités sociales et d'inégalités vis-à-vis de la ressource.

Il ne suffit pas de prendre la mesure des risques induits par une situation de pénurie d'eau, il est aussi nécessaire de mieux évaluer la perception qu'en ont les acteurs : tel était précisément le second thème de ces journées. Curieusement, c'est là une préoccupation jusqu'à maintenant peu présente en France, observe Bernadette de Vanssay (psychosociologue, Université Paris V), qui note même que la notion de risque n'a pas été prise en compte lors du Grenelle de l'environnement. La perception actuelle du risque tire-t-elle profit de la mémoire historique ? C'est la question que se pose Sylvie Clarimont (géographe, Université de Pau et des Pays de l'Adour), à propos du risque d'inondation, dans une recherche sur le bassin de l'Adour, à travers le dépouillement d'archives départementales. Elle en conclut que c'est en fait moins une mémoire du risque qu'une mémoire de l'indemnisation que ces documents transmettent. Ces matériaux de recherche que sont les archives institutionnelles peuvent-ils transmettre une mémoire à proprement parler du risque ? La question est posée. Il semble de toute façon que les acteurs actuels de la gestion du risque s'approprient peu ce type de mémoire, voire ne s'y réfèrent absolument pas. Cela peut s'expliquer par son caractère composite, mais aussi par le caractère fluctuant des politiques de conservation et en raison d'une transmission défaillante de la mémoire institutionnelle longue. La mémoire collective est, elle aussi, déficiente, remarque Bernard Picon (sociologue, CNRS) à propos des récentes inondations en Camargue. Dans cette région, la réalisation de grands aménagements hydrauliques contre les crues depuis le milieu du XIX^e siècle a permis que s'installe un sentiment de sécurité qui a fait oublier le risque d'inondation. Cet exemple montre comment les techniques modernes et les représentations des « territoires de l'eau » qu'elles induisent peuvent devenir des facteurs aggravants de risque.

À l'appui de ces réflexions sur la perception de la gestion de l'eau et des risques, divers films ont été projetés, d'une part dans un contexte ibérique, d'autre part dans un contexte maghrébin. Les trois petits films, présentés par Fabienne Wateau (ethnologue, CNRS), sur divers objets traditionnels de mesure de l'eau d'irrigation (la canne à mesurer l'eau, la pierre de partage de l'eau, la conque), dans le Nord-Ouest du Portugal et le Sud de la Galice espagnole, invitaient à réfléchir sur la pertinence des choix techniques traditionnels en matière d'eau d'irrigation et sur la prégnance du social dans la distribution de l'eau. On peut, en effet, se demander si ces techniques sont réellement désuètes et si elles ne pourraient pas offrir une alternative aux techniques actuelles dans la réduction des vulnérabilités. Quant aux films de Hassen Kemmoun (agronome, École nationale d'agriculture [ENA], Meknès, Maroc), ils offraient une documentation sur quelques expériences modernes d'action collective dans le domaine de l'irrigation au Maroc et mettaient en valeur l'utilité de la vidéo pour aider les exploitants à mieux structurer leur raisonnement et leurs propositions. Ces films visaient à illustrer l'idée avancée par Marcel Kuper (hydrologue, Cirad) et Patrick Caron (géographe, Cirad) selon laquelle l'action collective permet à la petite agriculture familiale de s'adapter aux exigences des systèmes de grande hydraulique. Elle permet également une meilleure adaptation face aux marchés, aux réformes institutionnelles et à la rareté de l'eau.

Le troisième atelier abordait plus spécifiquement la question des modalités de gestion intégrée de l'eau. D'après Thierry Ruf (agroéconomiste, IRD), l'eau peut prendre, en même temps et dans un même territoire, des formes différentes en tant que bien économique. Tout dépend du statut de l'espace et du réseau dans lequel elle circule : elle peut être publique, privée, commune ou soumise à péage, chaque cas ayant ses propres bénéficiaires, ses propres exclus et ses propres crises dans la gestion de l'eau. L'analyse des évolutions actuelles des modes de gestion des ressources en Tunisie et au Maroc, présentée par Bruno Romagny (économiste, IRD), conduit à s'interroger sur les rôles complémentaires de l'État et des acteurs locaux. En effet, le devenir des institutions décentralisées « traditionnelles » ou « modernes » de gestion des ressources est très dépendant du jeu de concurrence entre un ensemble d'acteurs et de pouvoirs aux intérêts divergents. L'avenir des populations en découle. Cela peut conduire à un paradoxe de la participation : elle est invoquée et utilisée, au nom de l'intérêt des populations, pour mettre en pratique des mesures aux objectifs globaux qui, en fin de compte, peuvent desservir les intéressés.

La participation est plus facile à prôner qu'à pratiquer ! Audrey Richard-Ferroudji (sociologue, Cemagref) analyse les difficultés de mise en œuvre des dispositifs de participation dans le cas du bassin versant de la Lentilla (Pyrénées-Orientales). Son analyse critique

des outils de démocratie participative souligne les difficultés, soulevées par la participation, à accueillir et à composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements vis-à-vis de l'eau et de sa gestion². Elle montre que l'appropriation des outils de participation par les divers acteurs engagés dans la gestion de l'eau est une dynamique de déformation mutuelle et d'ajustement des choses et des personnes, et que cette appropriation dépend des valeurs à travers lesquelles l'individu maximise sa satisfaction³. Enfin, s'appuyant sur l'exemple de la nappe de Beauce, Olivier Petit (économiste, Université d'Artois) observe que la pratique de gestion des ressources hydriques qui se veut intégrée

n'en est encore qu'au stade de l'objectif. Cela est dû à une faible incitation économique en sa faveur, à la difficulté des contrôles réglementaires et au temps exigé par la mise en œuvre des instruments participatifs.

En conclusion, ces journées ont montré que la gestion « participative » et la gestion « intégrée » de l'eau soulèvent encore, toutes deux, beaucoup de difficultés en raison d'une mise en œuvre plus complexe qu'il n'y paraît dans le discours. La question de leur adoption systématique par les gestionnaires dans les actions visant à la réduction des risques reste posée. Les communications de ces journées ont fait l'objet d'une publication sur CD-ROM, disponible sur demande au LADYSS⁴.

² Cf. Richard-Ferroudji, A., 2008. *L'Appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau : composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS.

³ Pour conduire son analyse, A. Richard-Ferroudji introduit la notion de « niveaux de biens ». Elle en distingue trois : le bien-être physique, la satisfaction d'accomplir un objectif et la satisfaction de contribuer à ce qui est considéré comme un bien collectif.

⁴ S'adresser au secrétariat du LADYSS : beatrice.moellic@u-paris10.fr